

**Syrie - Adoption de la résolution
Syrie 2401 du Conseil de sécurité
des Nations unies - Explication de
vote du représentant permanent de
la France auprès des Nations unies**
(New York, 24 février 2018)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2401, qui exige une cessation des hostilités sans délai sur l'ensemble du territoire syrien pour permettre au personnel humanitaire d'évacuer les blessés et d'accéder aux populations.

La négociation a été ardue mais les membres du conseil ont su, malgré leurs divergences d'approches, aller de l'avant au nom d'un impératif humanitaire. Cette résolution est vitale au sens propre, car l'arrêt des bombardements et l'évacuation des blessés est une question de vie ou de mort pour des milliers de Syriens, en particulier dans la Ghouta orientale assiégée par le régime de Damas depuis des jours.

Je tiens à remercier le Koweït et la Suède, qui ont porté cette résolution avec notre appui, pour leurs efforts, leur ténacité, et leur excellent travail afin de parvenir à un texte solide.

Monsieur le Président,

Comme l'ont rappelé avec force mercredi dernier le président Macron et le secrétaire général des Nations unies, il est impératif et urgent de mettre immédiatement un terme aux bombardements dans la Ghouta orientale, à Idlib et dans l'ensemble du territoire syrien. C'est le sens de l'appel conjoint que le président Macron et la chancelière Merkel ont adressé hier au président Poutine dans le cadre de leur dialogue étroit et exigeant sur ce sujet. C'est le sens de notre vote aujourd'hui.

L'adoption de cette résolution est le fruit des efforts de tous. C'est un sursaut tardif face au déchaînement des violences contre les civils dans la Ghouta orientale et ailleurs.

Monsieur le Président,

Ne nous y trompons pas, une cessation des hostilités pendant une période initiale de 30 jours, pour permettre aux acteurs humanitaires de parer aux urgences vitales, n'est qu'une toute première étape : c'est la réponse minimale aux demandes répétées des Nations unies et des

acteurs humanitaires, relayées depuis des mois par les membres de ce conseil et en particulier par la France.

Il revient maintenant aux soutiens du régime de faire assurer sans délai le plein respect de la cessation des hostilités et de répondre à toutes les demandes d'accès d'assistance humanitaire et aux évacuations médicales conformément au texte que nous venons d'adopter.

Nous appelons plus particulièrement les garants du processus d'Astana à assumer leurs responsabilités et à imposer effectivement au régime syrien l'arrêt complet des hostilités et le respect des principes et règles de base du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Il est urgent que l'aide humanitaire parvienne, encore une fois sans délai, aux personnes qui en ont besoin. Chaque minute compte, car chaque minute peut faire basculer des vies.

Rien ne serait pire, Monsieur le Président, que de voir cette résolution rester lettre morte. C'est pourquoi la France sera extrêmement vigilante sur l'ensemble de ces points dans les prochaines heures et les prochains jours.

Monsieur le Président, nous savons tous que la seule façon de mettre un terme durablement à la crise humanitaire est un retour à la stabilité en Syrie et qu'elle passe par une solution politique. C'est pourquoi plus que jamais nous devons redoubler d'efforts pour mettre en place l'environnement neutre qui permettra un processus politique crédible et des élections en Syrie, dans le cadre du processus de Genève et de la résolution 2254. La France est prête à continuer d'y travailler d'arrache-pied avec ses partenaires.

Comme nous l'avons dit hier dans cette enceinte, les ingrédients pour une confrontation régionale voire internationale potentiellement majeure sont réunis aujourd'hui. Ce risque doit être pris très au sérieux. Nous devons donc nous rassembler comme nous avons su le faire aujourd'hui pour mettre un terme au cataclysme humanitaire engagé, prévenir l'élargissement du conflit et trouver le chemin d'une solution politique inclusive en Syrie. Les trois priorités sont indissociables et notre génération sera jugée sur notre capacité ou non à mettre un terme à la tragédie syrienne.

Monsieur le Président,

Ce texte est une étape potentiellement importante mais ce n'est évidemment pas le bout du chemin et, ne nous payons pas de mots, le plus difficile reste à faire.

Alors au nom de la France je voudrais lancer aujourd'hui un double appel.

Le premier est un appel à la mobilisation pour la mise en oeuvre complète et sans délai de cette résolution. Or, nous le savons, les pièges et les obstacles sont partout. C'est dire combien l'engagement résolu et coordonné de tous les membres du conseil de sécurité est crucial pour traduire sans délai, sur le terrain, les dispositions que nous venons d'adopter. Pour le dire

encore plus clairement, si nous ne mettons pas ensemble toutes nos ressources et toute notre énergie derrière la mise en oeuvre complète de cette résolution nous savons, oui nous savons que cela ne marchera pas. Et cela vaut d'abord pour la Russie et les garants d'Astana.

Le deuxième appel vise à utiliser cette trêve comme un levier pour briser l'engrenage de la tragédie syrienne et créer une dynamique positive en vue d'un règlement politique inclusif en Syrie. Telle doit être notre ambition commune.

Il existe une lueur d'espoir en ce sens aujourd'hui. Alors sachons saisir ce moment fragile pour commencer à inverser le cours des choses malgré l'immensité des difficultés qui sont devant nous. L'engagement de la France en ce sens, vous le savez, est total.

Je vous remercie./.